

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/SUISSE-Les-grands-chantiers-de-la-sortie-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez  
vous > Revue de presse > **SUISSE : Les grands chantiers de la sortie du nucléaire**

**28 octobre 2016**

# SUISSE : Les grands chantiers de la sortie du nucléaire

Par Lucie Monnat

## Votation du 27 novembre

**L'initiative des Verts demande l'arrêt des centrales nucléaires suisses après 45 ans d'exploitation. Avec quelles conséquences ? Analyse des enjeux.**



Pour leur campagne, les écologistes ont fait poser des enfants et des ados. Image : Léo Duperrex

La Suisse ne construira pas de nouvelles centrales nucléaires. Le principe est inscrit dans la Stratégie énergétique 2050, validée par le parlement. En revanche, il n'y a pas de date limite pour les réacteurs existants. Leur arrêt sera ordonné lorsque leur exploitation aura été jugée trop dangereuse, ou que leurs propriétaires en décident ainsi pour des raisons de coût. C'est d'ailleurs ce qu'a fait l'exploitant BKW qui a annoncé la fermeture de son site de Mühleberg en 2019.

Les Verts jugent ces dispositions insuffisantes. Leur initiative « Oui à la sortie programmée du nucléaire » veut limiter la durée de vie des centrales nucléaires à 45 ans. L'arrêt des réacteurs suisses suivrait donc le calendrier suivant : Mühleberg, Beznau I et II en 2017 ; Gösgen en 2024 ; Leibstadt en 2029. Le point sur les enjeux de cette initiative pour laquelle les Suisses voteront le 27 novembre.

## L'argument sécuritaire

La sécurité est l'argument principal des initiants qui dénoncent non seulement une technologie nucléaire qui n'est pas totalement maîtrisable, mais aussi la vieillesse des centrales suisses. Alors que les réacteurs européens ont une durée de vie moyenne de 25,6 ans, nos cinq centrales ont toutes dépassé les 30 ans. Beznau I, plus vieux réacteur du monde, a même atteint 47 ans d'activité.

Nos vieilles centrales sont-elles pour autant dangereuses ? Après l'accident de Fukushima en 2011, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a effectué une évaluation des cinq réacteurs. Les conclusions du rapport se veulent rassurantes : les centrales suisses sont sûres. L'IFSN n'a toutefois pas encore autorisé le redémarrage de la centrale de Beznau I, en arrêt depuis le printemps 2015 après la découverte de défauts dans la cuve du réacteur. Les exploitants des centrales assurent que ces problèmes ne constituent aucun danger sécuritaire. Avis diamétralement opposé des organisations antinucléaires, rapports scientifiques à l'appui.

Qu'arriverait-il en cas d'accident ? Selon les calculs des initiants, le nombre des personnes à évacuer pourrait atteindre le million, et une grande partie de la Suisse serait contaminée par la radioactivité. « Les exploitants nous ont affirmé que le risque d'un accident se situait à une chance sur 100 millions, souligne Christian van Singer, porte-parole de l'Alliance « Sortie programmée du nucléaire ». Depuis, cinq des 500 centrales qui existent dans le monde ont eu un accident. Cela monte la probabilité à 1%. »

« Aujourd'hui, les centrales nucléaires suisses peuvent demeurer en service aussi longtemps qu'elles sont sûres », rétorque le conseiller national Stefan Müller-Altermatt (PDC/SO), qui pointe du doigt les dangers que ferait courir l'initiative des Verts. « Si la date d'arrêt est fixée, l'exploitant renoncera à investir dans sa centrale sachant que ses dépenses ne seront pas amorties. Celle-ci deviendra donc plus dangereuse », fait-il valoir. L'argument est jugé non recevable par Christian van Singer. « Si les exploitants n'investissent pas dans la sécurité comme la loi les y oblige, on arrête les centrales immédiatement ! »

---

## Coûts préoccupants

La question du coût d'une sortie dite « précipitée » constitue la grande préoccupation des opposants. « Les exploitants ont réalisé des investissements massifs afin de correspondre aux normes de sécurité requise par la loi. Depuis leur mise en service, Axpo a investi 2,5 milliards de francs dans la sécurité de Beznau I et II. Pour toutes les centrales, l'investissement s'élève à 6,3 milliards de francs. En cas de oui, ces coûts ne seront pas amortis et ce sera à la Confédération de payer », explique le président de l'UDC, Albert Rösti. A la facture s'ajoute encore le coût de démantèlement de la centrale ou encore l'élimination des déchets radioactifs. Selon Albert Rösti, Axpo a déjà estimé le préjudice économique pour Beznau et Leibstadt entre 1,5 milliard à 2 milliards de francs. La Confédération a effectivement déjà dû verser 350 millions de dommages-intérêts en 1989, après l'abandon du projet Kaiseraugst.

Un faux problème, estiment les initiants. « On ne peut pas demander un dédommagement lorsque il n'y a pas de dommages, balaie Christian van Singer. Les exploitants produisent à perte, soit 500 millions par an, parce que le prix du courant suisse est trop cher. On peut bien porter l'affaire devant un tribunal, mais il sera facile de démontrer qu'il n'y a pas de manque à gagner. »

Le coût du démantèlement des centrales fait lui aussi polémique. Estimé à 20,6 milliards en 2011, ce chiffre ne cesse d'augmenter. A l'époque déjà, la Fondation suisse de l'énergie avait jugé l'estimation sous-évaluée, affirmant que les coûts seraient cinq fois plus élevés. Les nouvelles estimations ne seront toutefois publiées qu'en décembre, soit après la votation.

---

## Approvisionnement

Le dernier nœud de la guerre, c'est l'approvisionnement. L'énergie nucléaire représente 40% de l'électricité suisse. Comment la compenser ? Les initiants désignent l'hydraulique, qui fournit 60% du courant suisse, et qui pourrait, affirment-ils, compenser dans l'immédiat l'arrêt des trois premières centrales, avant que les énergies renouvelables ne prennent le relais.. « En été 2015, les cinq centrales étaient à l'arrêt. Personne n'a manqué d'électricité, rappelle Christian van Singer. Actuellement, Beznau I et Leibstadt, qui représentent la moitié de la couverture nucléaire, sont à l'arrêt. Nous sommes en automne, et il ne me semble pas que les Suisses s'éclaircissent à la bougie. »

Explication simpliste, dénonce Swissgrid, société nationale pour l'exploitation du réseau, qui souligne la complexité du réseau électrique. Selon sa porte-parole Marie-Claude Debons, nos infrastructures ne sont pas encore prêtes à effectuer la transition vers le renouvelable. « L'arrêt des centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg doit être accompagné d'une mise à niveau de l'infrastructure de transport de l'électricité. Si tel n'était pas le cas, nous dégraderions substantiellement la sécurité d'approvisionnement des régions de Berne et de Zurich et rendrions impossible l'utilisation complète de l'énergie des productions hydroélectriques valaisannes au niveau national. »

Pour éviter la pénurie, reste la piste des importations. Du courant qui viendrait probablement des centrales à charbon allemandes, ne manquent pas de relever les opposants à l'initiative. Christian van Singer le concède mais rappelle qu'Axpo ou Alpiq ont énormément investi dans les énergies renouvelables à l'étranger au cours de ces dernières années. « Il leur suffit de décider d'importer leur production d'énergie renouvelable. Cela ne leur coûtera pas plus cher. » (TDG)

(Créé : 28.10.2016, 08h19)

---

---

**En Europe, plusieurs pays ont déjà tiré la prise**

En Europe, l'Allemagne, l'Italie ou encore la Belgique ont sauté le pas depuis plusieurs années déjà. La Botte a été la première à sortir du nucléaire en 1987, suite à la catastrophe de Tchernobyl. L'Italie ne possédant alors que deux centrales nucléaires, la situation n'est guère comparable avec la Suisse. La Belgique, qui possède un important parc nucléaire (7 centrales produisant à l'époque 57% de l'électricité), a décidé en 2002 de fixer la sortie nucléaire à 2025. Bien qu'âprement débattue, la mise en œuvre de cette sortie s'étale ainsi sur une longue période.

L'Allemagne présente un élément comparatif plus intéressant. En 2011, le parlement décide la sortie du nucléaire à la suite de la catastrophe de Fukushima. Le pays possède alors 17 centrales qui fournissent 22% de la production électrique. La date limite est fixée à 2022, mais huit réacteurs sont immédiatement débranchés : leur âge ainsi que les défaillances détectées au cours des derniers mois motivent cette décision.

Ces huit réacteurs représentent 14% de l'approvisionnement électrique. Sept d'entre eux sont toutefois déjà à l'arrêt depuis plus d'un an en raison de dysfonctionnements. Il n'empêche, les exploitants mettent en garde contre un probable black-out provoqué par cet arrêt d'urgence. L'agence chargée de superviser le réseau électrique allemand affirme, lui, que le pays restera autosuffisant. Elle a raison : l'Allemagne ne se retrouve pas dans le noir.

Pour compenser l'arrêt des centrales, le gouvernement d'Angela Merkel met en place des procédures accélérées pour la construction de centrales à gaz et à charbon, pour une capacité totale de 10 gigawatts d'ici à 2013, et le double d'ici à 2020. La construction de ces nouvelles centrales, considérées comme hautement polluantes en CO<sub>2</sub>, ravive les critiques face à l'abandon au pas de charge du nucléaire. Les partisans de cette sortie répliquent : selon eux, la production d'énergie tirée du charbon n'a pas augmenté, tandis que celle des énergies renouvelables n'a cessé de progresser.

En septembre 2015, un rapport publié par un cabinet d'audit relance la polémique sur un autre aspect de la sortie du nucléaire : son financement. Selon ses conclusions, il manque 30 milliards d'euros dans les provisions des grands groupes énergétiques du pays pour financer la sortie de l'atome. Et de mettre en lumière un point jusqu'ici un peu oublié du débat : la gestion des déchets nucléaires, qui pose particulièrement problème.